

## THEMA

CHÔMAGE DES JEUNES

# Racine de la tragédie

David Wagner

REGARDS

**En pleine crise aiguë de tripartite, les jeunes Verts organisent une conférence sur le chômage des jeunes. La question reste de savoir si les mesures spéciales sont vraiment un remède.**

Ce samedi, les lève-tôt (et nous savons qu'il en existe) auront la possibilité de participer à une activité. A condition qu'ils s'intéressent au chômage des jeunes et qu'ils ressentent une certaine affinité avec les Verts. « Eng Zukunft fir eis Jugend - De Wee op den Arbechtsmaart » est l'intitulé d'une conférence organisée par les Jonk Gréng ce samedi de 9 à 12 heures (l'apéritif est à 12h15 pour les post-brunchistes) au Tramsschapp du Limpertsberg. En une demie-heure chacun, cinq représentant-e-s de différentes organisations exposeront leur point de vue : ainsi, la parole est donnée à l'Union nationale des étudiant-e-s du Luxembourg, l'Action locale pour jeunes, le Service national de la jeunesse, Polygone et... l'Union des entreprises du Luxembourg (UEL), la fédération du patronat national. Ces derniers auront d'ailleurs l'honneur d'ouvrir le bal des intervenant-e-s à 9h30, ce qui a l'avantage que les marmottes et autres retardataires ne manqueront pas grand-chose : se prendre dans la figure, de bon matin, les considérations des casseurs sociaux est plus hardcore qu'une gueule de bois carabinée. Tant qu'à faire, nous opterons pour la seconde alternative.

Mais laissons à la jeunesse sa naïveté : en réponse à notre question candide « Mais pourquoi vous invitez le patronat et non pas les syndicats ? », la porte-parole nationale des Gréng, Sam Tanson, qui chaperonnait, lors de la conférence de presse, les porte-parole « jeunes » Philippe Schockweiler et Gina Arvai, nous explique qu'après discussion en interne, le patronat serait considéré, contrairement au syndicats, comme plus « conscient » des besoins du marché. « Ils peuvent démontrer comment intégrer les gens sur le marché du travail », explique-t-elle. Certes, mais ils peuvent aussi démontrer le contraire. Le patronat est conscient de « ses » besoins, tandis que les syndicats, il est vrai, se voient de plus en plus contraints de défendre les droits des salariés ou d'éviter des licenciements.

Même « Bausche Fränz » n'aurait pas osé. En tout cas pas à leur âge. Espérons tout de même que les jeunes pousses vertes oublieront leurs calepins et stylos lors de l'intervention du représentant de l'oligarchie locale. Les « solutions », on les connaît, l'UEL en a craché un certain nombre ces derniers jours : abolition de l'index, stop des augmentations de salaires, diminution du salaire social minimum (SSM) de 10 à 20 pour cent, etc... Le tout afin de pouvoir concurrencer nos voisins allemands, où les coûts salariaux sont évidemment bien plus bas. Rendons à César ce qui lui appartient : les jeunes Verts doivent

La détresse inspire. A s'enfoncer dans le chômage de masse, autant le faire artistiquement.



PHOTO: RUMINATRIX

bien défendre l'héritage de « Rot-Grün ». Mais nous dérapons de nouveau vers l'« idéologie ». Redevenons « pragmatiques » et montrons-nous compréhensifs envers les besoins du « marché ». Oh, et puis non. Pas envie. D'autres médias s'en chargent.

### Les patrons savent ce qu'ils veulent

Soyons honnêtes, les jeunes Verts sont loin de s'aligner sur les positions patronales. Pour Philippe Schockweiler, « Le chômage des jeunes est une tragédie de toute une génération », attaque-t-il d'emblée après que sa collègue Gina Arvai ait rappelé que le chômage parmi les 26-30 ans touche 1.841 personnes. Schockweiler s'en prend aux lois spéciales de lutte contre le chômage des jeunes, la « 5611 » de François Biltgen (CSV) et la « 6068 » de son successeur au ministère de l'emploi Nicolas Schmit (LSAP). « Une évaluation a été promise, mais elle n'a jamais été faite », constate-t-il. Nous ne pouvons que fournir les chiffres bruts récoltés auprès de l'Adem : au jour de la rédaction de cet article, l'administration de l'emploi comptabilise 254 contrats appui-emploi (CAE) et 558 contrats initiation-emploi (CIE). Les CIE-EP, destinés aux jeunes de moins de 30 ans et universitaires sont de 85. A titre de comparaison, les chiffres du 14 avril 2009 (donc exactement une année auparavant) sont les suivants : 181 pour

les CAE, 362 pour les CIE. Les CIE-EP (pour « expérience pratique »), invention de Schmit, n'existaient pas encore. Le fonctionnaire de l'Adem que nous avons contacté ne peut pas nous fournir d'évaluation, mais il souligne l'augmentation sensible des CIE, destinés au secteur privé. Mais le faible nombre des CIE-EP conclus pose la question de l'efficacité de cette mesure. Et si les employeurs préféraient tout simplement employer, tant qu'à faire, un jeune diplômé sans contrat spécial avec salaire proche du SSM et donc moins motivé que s'il était engagé dans des conditions régulières ? En tout cas, il faut se dépêcher, car la loi prévoit que ces contrats viendront à échéance le 31 décembre 2010, date pour laquelle le gouvernement, dans sa sagesse infinie, a décrété la fin de la crise financière internationale.

Cette ribambelle de mesures pour « jeunes » sert-elle vraiment à quelque chose ? Le Luxembourg n'en a pas l'exclusivité. La jeune sociologue française Cécile Van de Velde, qui enseigne à l'Ecole des hautes études en science sociales et qui a publié en 2008 « Devenir adulte - sociologie comparée de la jeunesse en Europe » est sceptique. Dans son livre, elle dénonce un « mille-feuilles de mesures », avec des variations selon qu'elles soient de droite (allègements des charges patronales) ou de gauche (contrats aidés). Ces mesures spécifiques pour jeunes auraient tout au plus des effets à court terme, décou-

lant d'effets d'aubaine pour certains secteurs économiques. Autre problème plus fondamental qu'elle dénonce : la catégorisation des « jeunes ». Cette logique reviendrait à considérer qu'ils sont encore à charge des parents et favoriserait ainsi un traitement spécial sur le marché, les enfonçant dans une logique précaire : « c'est on vous prend, mais on vous prend pas quand même ».

Elle défend par contre une logique qu'elle qualifie de « scandinave » où la personne est considérée comme un être vraiment majeur dès ses 18 ans. Et où la pression - typiquement « latine » selon elle - de s'insérer le plus tôt possible, avec un diplôme fétichisé et définitif, ou pas d'ailleurs, à sa place sur le marché du travail dans l'optique de s'installer définitivement dans la société, fondation de famille incluse. Cela empêcherait les jeunes d'avoir le temps de « se découvrir » et de se construire selon leurs aspirations. Pour cela, l'Etat devrait intervenir massivement et permettre aux travailleurs et non seulement à celles et ceux considérés comme « jeunes » de reprendre leurs études sans pour autant tomber dans la précarité. D'ailleurs, elle estime que les modes de vie ont tellement changé que la jeunesse va bien au-delà des 26 ou même 30 ans traditionnellement évoqués. L'âge adulte ne peut très bien intervenir qu'à partir des 40 ans. Nous voilà rassurés. En tout cas, Philippe Schockweiler ne s'y trompe

pas : « Le marché du travail doit offrir les mêmes droits à tout le monde » ainsi que le « même SSM. » Et ce sont justement les CIE, CAE et CIE-EP qui, sous prétexte qu'ils aideraient les jeunes à intégrer le marché, permettent surtout de les brader à des tarifs inférieurs à la normalité.

Ces derniers temps, la croissance du chômage est spectaculaire au Luxembourg, jadis paradis du plein-emploi. En février 2000, les chiffres officiels l'établissaient à 2,8 pour cent. Il a atteint 6,5 pour cent dix ans plus tard. Le chômage touche tout le monde. Jeunes et moins jeunes. Le patronat propose l'abaissement des coûts et la flexibilisation du droit du travail, comme à d'autres époques, comme dans les pays où les taux de pauvreté sont les plus élevés : Etats-Unis ou Grande-Bretagne. Les gouvernements se cachent derrière des mesures ponctuelles, qui n'améliorent pas grand-chose, voire qui précarisent davantage. Et si l'on revenait aux questions plus fondamentales, celles de la réorganisation d'une économie libérale de plus en plus chaotique ? Si l'on écoutait parfois les syndicats ? Mais pour cela, encore faut-il les inviter.